

our knowledge.

Michael Seidman

University of North Carolina-Wilmington

Frédéric Girard, Annick Horiuchi et Mieko Macé, dir. — *Repenser l'ordre, repenser l'héritage : paysage intellectuel du Japon (XVII^e-XIX^e siècles)*, Genève, Droz, 2002, xxiv, 528 p.

Cet ouvrage, dont les auteurs européens, japonais et américain sont des spécialistes reconnus du Japon, a pour but de brosser un portrait partiel du paysage intellectuel du Japon des Tokugawa pendant la période d'Edo (ca 1615–1867). Ce régime shogunal met un terme à un siècle de guerre civile et institue des politiques de contrôle, qui, d'une part, permettent au Japon de connaître une stabilité et une paix relatives de plus de 200 ans, mais, d'autre part, contribuent au développement fulgurant (et inattendu par les autorités) de la classe marchande. Ce développement s'accompagne également d'un intense bouillonnement intellectuel. Ce recueil analyse non pas l'idéologie de la période d'Edo, présentée par l'historiographie comme un néo-confucianisme relativement uniforme, mais plutôt les diverses idéologies qui agitent la société durant cette période.

Au coeur de l'ouvrage se trouve la réflexion des auteurs sur le défi de rendre compte de la multiplicité des approches présentées par les intellectuels japonais de la période d'Edo. Ces approches se fondent sur la notion de contrôle social résultant d'une hiérarchie idéale (imposée conformément à une soi-disant idéologie confucianiste) selon une pyramide sociale appelée *Shi-nô-kô-shô*. Les samourais et les nobles (*shi* – 7 p. 100 de la population) se trouvent au sommet de cette pyramide. En dessous, ce sont les paysans (*nô* – 85 p. 100), puis les artisans (*kô*) et les marchands (*shô*). Il est bon de noter que ces deux dernières catégories sociales constituent seulement 6 p. 100 de la population. Cette hiérarchie masque toutefois une contradiction. Si le pouvoir social appartient aux nobles et aux guerriers, le développement économique important de la période d'Edo donne, en fait, le pouvoir économique aux artisans et aux marchands qui sont pourtant considérés comme la lie de la société, puisque leur position sociale les place au-dessus des exclus (*eta* – samourais sans maîtres, artistes, geishas, entre autres). Les intellectuels japonais ont donc de la difficulté à expliquer un ordre social fondé sur une idéologie néoconfucianiste en cours d'élaboration, qui correspond toutefois de moins en moins à la réalité. Selon cette idéologie, les liens hiérarchiques et la notion de devoir envers la nation, utilisés par les dirigeants et les guerriers pour consolider leur pouvoir, priment sur les choix individuels et les sentiments.

Les auteurs du recueil présentent plusieurs des interrogations qui hantaient les grands maîtres japonais dans divers domaines : « la légitimité de l'ordre politique et social, la répartition des richesses, la nature du savoir, l'histoire et le devenir du pays ou les spécificités de la culture japonaise au regard de la culture voisine de la Chine » (p. viii). Ils démontrent également l'évolution de cette réflexion, qui est

d'abord disparate, et qui favorise, au XIX^e siècle, l'élaboration « d'un système de représentations parfaitement consolidé de l'État et du monde » (p. viii) dont la cohérence aide le Japon dans son cheminement vers la modernité. Par ce fait, l'ouvrage alimente la réflexion sur la problématique, qui domine actuellement les études japonaises, sur la modernité par opposition à l'occidentalisation du Japon.

Ce livre, divisé en quatre parties, rend bien compte de la diversité du questionnement des intellectuels japonais et de leur point de convergence. La première partie de l'ouvrage analyse le « visage multiforme » du confucianisme, omniprésent dans les représentations socio-politiques de l'époque. Ce confucianisme est inséparable de la religion, ce qui constitue la seconde partie intitulée « Aux frontières du confucianisme : les positions bouddhiques ». Les troisième et quatrième parties, intitulées respectivement « La critique des systèmes » et « Les enjeux de la science », traitent des savoirs qui nourrissent les réflexions de ces intellectuels japonais, qu'ils soient issus des études occidentales, chinoises, ou japonaises.

Cet ouvrage a le mérite de nous présenter avec moult détails la biographie et la pensée de plusieurs intellectuels, tels que le réformiste Kumazawa Banzan (1619–1691), le moine Dokuan Genkō (1630–1698), ou encore le médecin et penseur Andō Shōeki (1703?–1762), pour ne citer que ceux-là. Signalons que ces intellectuels ont été injustement analysés par les historiographies japonaise et occidentale jusqu'à maintenant. Tous les chapitres permettent de redécouvrir des penseurs dont les textes ont été critiqués par leurs contemporains. L'ouvrage leur fait justice puisqu'il présente les faits marquants de la vie de ces intellectuels japonais, l'essence de leur pensée et l'étendue de leur production en tenant compte du contexte de la très riche vie intellectuelle de l'époque.

Cette richesse se révèle dans la diversité des points de vue des penseurs contemporains de la période d'Edo, qui se réclament d'une même secte religieuse ou sont issus de milieux intellectuels, religieux ou pas. Elle est bien mise en valeur et constitue, en fait, la première qualité de ce livre. Elle suscite aussi une curiosité encore plus grande sur les questions de la légitimité politique, religieuse et sociale au cœur des préoccupations des penseurs d'Edo présentés dans cet ouvrage.

Les directeurs de ce recueil reconnaissent cependant les limites de leur livre. Leur ouvrage offre un portrait partiel du milieu intellectuel du Japon de la période d'Edo. Les auteurs ont toutefois le mérite de souligner l'importance de réexaminer l'héritage des maîtres-penseurs de l'époque d'Edo ainsi que d'inviter les chercheurs à se pencher sur le sujet.

L'ouvrage comporte quelques faiblesses, notamment au chapitre de sa forme. Par exemple, il faudrait inverser le titre et le sous-titre. En tenant compte de notre suggestion, le titre serait « Paysage intellectuel du Japon (XVII^e–XIX^e siècles) », ce qui renseignerait davantage sur le contenu de l'ouvrage plutôt que l'expression « Repenser l'ordre, repenser l'héritage ». On regrette aussi la qualité inégale des chapitres. Certains sont rigoureux et limpides tandis que d'autres, comme par exemple le chapitre IV, sont quelque peu tortueux et inégal. Pourtant, ce chapitre a été écrit par un chercheur dont la réputation n'est plus à faire. Il aurait été souhaitable de l'élargir en fonction de la problématique choisie. Malgré ces quelques critiques, c'est un ouvrage dont nous apprécions la profondeur des études.

En terminant, signalons que cet ouvrage est le fruit de chercheurs d'Europe continentale alors que ce domaine d'étude est dominé par les Anglo-Saxons bien que les chercheurs japonais sont de plus en plus présents. Il est remarquable que l'ouvrage soit publié en français et contribue ainsi à enrichir l'excellente collection de l'École pratique des hautes études. D'ailleurs comme le soulignent les auteurs de la préface, « la matière ne manque [...] pas pour d'autres volumes à venir » (p. xxi), que la communauté des chercheurs ne peut qu'espérer pour bientôt, ce premier volume étant paru il y a deux ans déjà.

Sonia Engberts
Université Laval

Raymond Grew et Patrick J. Harrigan — *L'école primaire en France au 19^e siècle*, Paris, École des hautes études en sciences sociales, 2002, 398 p.

Traduit de l'anglais par Marie-Pierre Gaviano, cet ouvrage a d'abord été publié en 1991 sous le titre *School, State and Society: The Growth of Elementary School in Nineteenth-Century France, a Quantitative Analysis*. Il s'agit d'un essai d'histoire quantitative, qui fouille en profondeur le déroulement de l'enseignement élémentaire français, surtout entre 1837 et 1906. Les nombreuses statistiques gouvernementales et départementales sont évidemment traitées de façon informatisée, et une importante bibliographie, qui prend tout de même un peu d'âge, de l'histoire de l'éducation française est mise à profit. Bien qu'essentiellement et profondément quantitative, l'étude évoque les tenants et les aboutissants de l'enseignement élémentaire étudié. Huit chapitres à teneur thématique en subdivisent le parcours.

D'entrée de jeu, l'accès des Français à l'école élémentaire au XIX^e siècle se situe dans le contexte plus général de l'Europe éclairée où l'instruction est vue comme le socle de toute société saine en processus d'industrialisation dirions-nous. De là, les auteurs évoquent à peine les théories conflictualistes de Bourdieu et compagnie pour se situer davantage à l'intérieur d'une vision plus libérale des fonctions sociales de l'éducation. Sans nier le phénomène de la reproduction des classes sociales par l'école, les auteurs adhèrent à une position plus nuancée, moins mécanique. L'ascension sociale, que permet l'institution scolaire, est décrite comme digne d'être étudiée puisque suffisamment importante. C'est là un de leurs buts. Dès ce premier chapitre, il nous est annoncé que les résultats statistiques à venir sont le reflet « d'une expansion et d'un progrès général » (p. 29). Ceci dit, les nuances que révéleront nécessairement les masses de statistiques, par-delà les lignes directrices, permettront de tracer « les schémas d'évolution, ainsi que les processus qui semblent pouvoir les expliquer » (p. 39). Des allers-retours entre le texte et les tableaux ponctuent d'ailleurs l'ensemble de l'étude.

L'analyse des taux d'équipement en écoles est un thème qui offre l'occasion aux auteurs de souligner toute l'importance sociale que revêt l'ouverture d'une école en tant qu'institution nationale, d'autant que le phénomène se déroule à l'extérieur du foyer familial. Ceci est en soi une métamorphose en regard de processus d'appren-